
Les politiques canadiennes pour régler le problème de l'endettement

La communauté internationale a maintenant adopté un nouveau train de mesures pour résoudre le problème de l'endettement. La crise du Golfe et la hausse des cours du pétrole ont mis en lumière la vulnérabilité des pays en développement, en particulier les plus pauvres d'entre eux, aux chocs économiques extérieurs. En septembre, le Comité intérimaire du FMI, présidé par le ministre des Finances, a analysé en profondeur le problème de la hausse du prix du pétrole et de la stratégie à l'égard de la dette. On convint que la mise en place de mesures plus souples et une utilisation plus systématique des mesures existantes seraient peut-être nécessaires, compte tenu de la situation.

À la suite de la recommandation du Sommet économique de Houston en juillet dernier, recommandation que le Canada avait formulée avec d'autres pays, de nouvelles mesures sont actuellement étudiées par les organismes compétents. **Le Canada a exhorté le Club de Paris à effectuer un examen approfondi des options possibles pour alléger le fardeau de la dette des pays à revenu faible ou intermédiaire.** De même, à l'occasion d'une réunion du conseil d'administration de la BID, présidée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, les responsables ont envisagé puis adopté des propositions visant à utiliser les ressources de la Banque pour financer des programmes de réduction de la dette commerciale en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale.

Le Premier ministre Mulroney, en qualité de coprésident du Sommet mondial pour l'enfance qui réunissait plus de 70 chefs de gouvernement, a pris l'initiative de mettre à l'ordre du jour international la nécessité de s'attacher à résoudre les problèmes des enfants. À l'occasion de la réunion de septembre du Comité du développement, le ministre des Finances a présenté le point de vue du Canada sur la façon dont les institutions multilatérales, surtout la Banque mondiale - qui est la plus importante -, pourraient s'attaquer au problème de la pauvreté et élargir les possibilités offertes aux femmes. Par la suite, à l'occasion de la réunion des ministres du Commonwealth responsables de la condition féminine, qui s'est tenue à Ottawa en octobre 1990, on a examiné, à la suggestion du Canada, l'incidence de l'ajustement structurel sur les femmes. Le Canada continuera à assurer un solide leadership dans ces domaines.

L'Europe de l'Est et l'Europe centrale abritent un certain nombre de pays lourdement endettés. À mesure qu'ils entreprennent une restructuration économique et politique majeure de leurs sociétés, ces pays auront également besoin de l'appui indispensable de la communauté mondiale. Cet appui n'amoinçira pas l'engagement du Canada à l'égard des pays en développement.

Pratiquement tous les pays d'Amérique latine ont actuellement un gouvernement démocratique, ce qui s'avère exceptionnel dans l'histoire de cette partie du monde. Le gouvernement reconnaît que la consolidation des institutions et des valeurs démocratiques ne se fera que si l'on arrive à restaurer une économie saine et dynamique. **L'approche canadienne incorpore ces préoccupations, qui sont dans une large mesure déjà reflétées dans nos politiques sur les droits de la personne et l'aide au développement.**